

Considérant que la résolution n° 27 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin entre en vigueur le 1er avril 1983 au plan international et qu'il est urgent d'en consacrer l'application;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La résolution n° 27 du 2 décembre 1982 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin, dont le texte est repris en annexe au présent arrêté, est approuvée.

Art. 2. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Ministre des Communications
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Annexe

Règlement de Visite des Bateaux du Rhin

Résolution n° 27 du 2 décembre 1982 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin

Article 7.01. — chiffre 11.

Résistance des chaînes d'ancre.

La Commission centrale renouvelle les prescriptions temporaires relatives à l'article 7.01, chiffre 11, adoptées conformément à l'article 1.08 du Règlement de Visite des Bateaux du Rhin, par la résolution 1979-II-33.

Ces prescriptions seront en vigueur du 1er avril 1983 au 31 mars 1986.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mai 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Ministre des Communications
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Overwiegende dat de resolutie nr. 27 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart op het internationale vlak in werking treedt op 1 april 1983 en dat het hoogdringend is de toepassing ervan te bekraftigen;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De resolutie nr. 27 van 2 december 1982 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart die voorkomt in de bijlage tot dit besluit, is goedgekeurd.

Art. 2. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Minister van Verkeerswezen
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

Bijlage

Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen

Resolutie nr. 27 van 2 december 1982
van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart

Artikel 7.01. — cijfer 11.

Breeksterkte van de ankerkettingen.

De Centrale Commissie hernieuwt de tijdelijke voorschriften met betrekking tot artikel 7.01, cijfer 11, aangenomen overeenkomstig artikel 1.08 van het Reglement voor Onderzoek van Rijnschepen met de resolutie 1979-II-33.

Deze voorschriften zullen van kracht zijn van 1 april 1983 tot 31 maart 1986.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 13 mei 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Minister van Verkeerswezen
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 83 — 972

17 MAI 1983. — Arrêté de l'Exécutif concernant le dépôt de certains déchets en Région wallonne

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres et incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. Il est interdit de déposer ou de déverser, de faire déposer ou de faire déverser des déchets provenant d'un Etat étranger dans les dépôts visés par le Règlement général pour la protection du travail, titre Ier, chapitre II, liste A, n° 140ter, 1, et liste B, n° 7, ainsi que par l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, article 4, à l'exception des dépôts annexés à une installation de destruction, de neutralisation et d'élimination de déchets toxiques.

Il est interdit aux exploitants des établissements indiqués à l'alinéa 1er d'autoriser ou de tolérer que des déchets provenant d'un Etat étranger soient déposés ou déversés dans les établissements qu'ils exploitent.

Art. 2. Des dérogations à l'article 1er peuvent être accordées par le membre de l'Exécutif régional wallon qui a dans ses attributions la protection de l'Environnement, dénommé ci-après le Ministre, à la demande d'une autorité publique étrangère.

La dérogation ne peut être accordée que pour une durée déterminée et pour des établissements dans lesquels est autorisé le dépôt de déchets du type de ceux pour lesquels la demande de dérogation est introduite. La dérogation doit être justifiée par des circonstances graves et exceptionnelles.

La demande de dérogation mentionne la nature, la quantité, l'origine des déchets, leur composition s'il s'agit de déchets industriels, la durée et la fréquence des opérations, ainsi que les établissements où il est proposé de les effectuer.

La décision du Ministre est notifiée à l'autorité qui a demandé la dérogation ainsi qu'aux exploitants.

Art. 3. Il est interdit de déposer ou de déverser, de faire déposer ou de faire déverser des déchets provenant d'une Région autre que la Région wallonne dans les établissements indiqués à l'article 1er, alinéa 1er.

Il est interdit aux exploitants desdits établissements d'autoriser ou de tolérer que des déchets provenant d'une Région autre que la Région wallonne soient déposés ou déversés dans les établissements qu'ils exploitent.

Les alinéas précédents ne sont pas applicables si des exceptions sont arrêtées par un protocole conclu par l'Exécutif, pour organiser le dépôt de déchets, avec l'autorité compétente de la Région flamande ou avec l'autorité compétente pour la Région bruxelloise. Ces protocoles sont publiés au Moniteur belge.

Art. 4. A la demande de la personne publique ou privée qui produit, collecte ou enlève des déchets, le Ministre peut accorder une dérogation à l'article 3.

La dérogation ne peut être accordée que pour des établissements dans lesquels est autorisé le dépôt de déchets du type de ceux pour lesquels la demande de dérogation est introduite.

La demande de dérogation mentionne la nature, la quantité, l'origine des déchets, leur composition s'il s'agit de déchets industriels, la durée et la fréquence des opérations, ainsi que les établissements où il est proposé de les effectuer.

Le Ministre statue dans les trois mois par une décision motivée. Si le Ministre refuse la dérogation pour l'établissement indiqué dans la demande, il peut l'accorder pour un autre établissement dans lequel est autorisé le dépôt de déchets du type de ceux pour lesquels la demande de dérogation a été introduite.

La décision du Ministre est notifiée à la personne qui a demandé la dérogation, à l'exploitant de l'établissement indiqué dans la demande ainsi que, s'il y a lieu, à l'exploitant de l'établissement pour lequel la dérogation a été accordée.

Art. 5. Sont réputés provenir d'un Etat étranger ou d'une autre Région que la Région wallonne, les déchets qui ne sont pas produits en Région wallonne.

Si le déchet est issu d'un processus où sont intervenus deux ou plusieurs Etats ou Régions, il est originaire de l'Etat ou de la Région où a lieu la dernière transformation substantielle, économiquement justifiée, effectuée dans une entreprise équipée à cet effet.

Art. 6. Tout exploitant d'un établissement doit pouvoir justifier, à tout moment, l'origine des déchets qui, pendant les trois dernières années précédant la demande de justification, ont été déposés ou déversés dans l'établissement qu'il exploite.

Cette justification doit être faite à l'aide d'attestations écrites, signées et datées, émanant de celui qui a déposé ou déversé les déchets.

Ces attestations doivent mentionner :

1. l'identité de celui qui a déposé ou déversé, fait déposer ou déverser les déchets;
2. le lieu de production, s'il s'agit de déchets industriels;
3. le lieu d'enlèvement s'il s'agit de déchets ménagers;
4. la quantité de déchets;
5. la nature des déchets;
6. la date du transport au lieu de l'établissement.

Le Ministre peut établir un modèle d'attestation.

Art. 7. § 1er. Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sont relatives au dépôt ou au déversement de déchets toxiques sont constatées, poursuivies et punies conformément à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques.

§ 2. Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sont relatives au dépôt ou au déversement de déchets autres que des déchets toxiques sont constatées de la même manière que les infractions au titre Ier du Règlement général pour la protection du travail.

Ces infractions sont poursuivies et punies conformément à la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou indommodés, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur.

Les dispositions du titre Ier du Règlement général pour la protection du travail relatives à la suppression et au retrait des autorisations ainsi qu'à la fermeture des établissements sont applicables en cas d'infractions relatives au dépôt ou au déversement de déchets autres que des déchets toxiques.

Art. 8. § 1er. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

§ 2. Les interdictions visées aux articles 1er et 3 ne sont cependant applicables que deux mois après la publication du présent arrêté au Moniteur belge, en ce qui concerne les dépôts dont les exploitants sont tenus d'honorer un contrat conclu avec un tiers antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, par lequel le tiers peut déverser des déchets produits hors de la Région wallonne.

Si une demande de dérogation est introduite en vertu de l'article 2 ou de l'article 4, dans ce délai à propos du dépôt concerné, les personnes désignées par la demande de dérogation peuvent y déverser les déchets visés par la demande, jusqu'à ce que la décision du Ministre leur ait été notifiée, au plus tard cinq mois après la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

Art. 9. Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 1983.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau,
l'Environnement et la vie rurale,

V. TEAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 83 — 972

17. MAI 1983. — Erlass der Exekutive über die Ablagerung gewisser Abfälle in der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und über die Prüfung der Dampfmaschinen und der Dampfkessel;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für das Wasser, die Umwelt und das Landleben,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive:

Artikel 1. Es ist verboten, Abfälle aus einem fremden Staat auf den Deponien abzulagern oder zu schütten, ablagern oder schlütteln zu lassen, die in der Allgemeinen Regelung für den Arbeitsschutz Titel I, Kapitel II, Liste A, Nr. 140ter, 1 und Liste B, Nr. 7, sowie im Königlichen Erlass vom 9. Februar 1976 mit der allgemeinen Regelung über die giftigen Abfälle, Artikel 4, gemeint sind, mit Ausnahme der Deponien der Einrichtungen in denen giftige Abfälle vernichtet, neutralisiert und beseitigt werden.

Den Leitern der in Absatz 1 angegebenen Betriebe ist es untersagt, zuzulassen oder zu dulden, dass Abfälle aus einem fremden Staat in den von ihnen geleiteten Betrieben abgelagert oder geschüttet werden.

Art. 2. Auf Antrag einer ausländischen Behörde kann das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Umweltschutz gehört und das nachstehend der Minister genannt wird, Abweichungen von Artikel 1 gewähren.

Die Abweichung darf nur für eine bestimmte Dauer gewährt werden und nur für Betriebe, in denen die Ablagerung von Abfällen derselben Art wie die der Abfälle, für die der Antrag auf Abweichung eingereicht wird, zugelassen ist. Die Abweichung muss durch schwerwiegende und ausserordentliche Umstände gerechtfertigt sein.

Der Antrag auf Abweichung gibt die Art, die Menge und die Herkunft der Abfälle an sowie deren Zusammensetzung, wenn es sich um Industrieabfälle handelt, die Dauer und die Häufigkeit dieser Verrichtungen und die Betriebe, in denen sie erfolgen sollen.

Der Beschluss des Ministers wird der Behörde, die die Abweichung beantragt hat, sowie den Betriebsleitern zugestellt.

Art. 3. Es ist verboten, Abfälle, die aus einer anderen Region stammen als der Wallonischen in den in Artikel 1, Absatz 1 angegebenen Betrieben abzulagern oder zu schütten, ablagern oder schlütteln zu lassen.

Es ist den Leitern der besagten Betriebe untersagt, zuzulassen oder zu dulden, dass Abfälle aus einer anderen Region als der Wallonischen in den von ihnen geleiteten Betrieben abgelagert oder geschüttet werden.

Die vorhergehenden Absätze kommen nicht zur Anwendung, wenn Ausnahmen durch ein Abkommen festgelegt werden, das zwischen der Exekutive und der zuständigen Behörde der Flämische Region oder der zuständigen Behörde für die Brüsseler Region geschlossen wird, um die Ablagerung der Abfälle zu planen. Diese Abkommen werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 4. Auf Antrag der Amts- oder Privatperson, die Abfälle erzeugt, sammelt oder entfernt, kann der Minister eine Abweichung von Artikel 3 gewähren.

Die Abweichung kann nur für Betriebe gewährt werden, in denen die Ablagerung von Abfällen derselben Art wie die der Abfälle, für die der Antrag auf Abweichung eingereicht wird, zugelassen ist.

Der Antrag auf Abweichung gibt die Art, die Menge und die Herkunft der Abfälle an sowie deren Zusammensetzung, wenn es sich um Industrieabfälle handelt, die Dauer und die Häufigkeit dieser Verrichtungen und die Betriebe, in denen sie erfolgen sollen.

Der Minister entscheidet innerhalb dreier Monate durch einen begründeten Beschluss darüber. Wenn der Minister die Abweichung für den im Antrag vermerkten Betrieb ablehnt, kann er sie für einen anderen Betrieb gewähren, in dem die Ablagerung von Abfällen derselben Art wie die der Abfälle, für die der Antrag auf Abweichung eingereicht wurde, zugelassen ist.

Die Entscheidung des Ministers wird der Person, die die Abweichung beantragt hat, dem Leiter des im Antrag vermerkten Betriebs sowie gegebenenfalls dem Leiter des Betriebs, für den die Abweichung gewährt wurde, zugestellt.

Art. 5. Gelten als Abfälle von einem fremden Staat oder von einer anderen Region als der Wallonischen die Abfälle, die nicht in der Wallonischen Region erzeugt werden.

Wenn der Abfall das Resultat eines Prozesses ist, an dem zwei oder mehrere Staaten oder Regionen beteiligt sind, stammt er aus dem Staat oder der Region, wo die letzte wesentliche, wirtschaftlich gerechtfertigte und in einem zu diesem Zweck ausgestatteten Betrieb durchgeführte Verarbeitung stattgefunden hat.

Art. 6. Jeder Leiter eines Betriebs muss jederzeit die Herkunft der Abfälle rechtfertigen können, die in den drei letzten Jahren vor der Aufforderung zur Rechtfertigung in dem vom ihm geleiteten Betrieb abgelagert oder geschüttet wurden.

Diese Rechtfertigung erfolgt anhand von schriftlichen, unterzeichneten und datierten Bescheinigungen desjenigen, der die Abfälle abgelagert oder geschüttet hat.

Diese Bescheinigungen müssen folgendes angeben:

1. die Personalien desjenigen, der die Abfälle abgelagert oder geschüttet hat oder sie hat ablagern oder schütten lassen;
2. den Ort, an dem sie erzeugt wurden, wenn es sich um Industrieabfälle handelt;
3. den Ort, von dem sie entfernt wurden, wenn es sich um Küchenabfälle handelt;
4. die Menge der Abfälle;
5. die Art der Abfälle;
6. den Tag, an dem sie zum Betrieb befördert wurden.

Der Minister kann ein Muster für diese Rechtfertigung festlegen.

Art. 7. § 1. Die Übertretungen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf das Ablagern oder das Schütteln von giftigen Abfällen beziehen, werden gemäss dem Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle festgestellt, verfolgt und geahndet.

§ 2. Die Übertretungen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf das Ablagern oder das Schütteln von nicht giftigen Abfällen beziehen, werden auf die gleiche Weise festgestellt wie die Übertretungen des Titels I der Allgemeinen Regelung für den Arbeitsschutz.

Diese Übertretungen werden gemäss dem Gesetz vom 5. Mai 1888 betreffend die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Prüfung der Dampfmaschinen und der Dampfkessel verfolgt und geahndet.

Die Bestimmungen des Titels I der Allgemeinen Regelung für den Arbeitsschutz über die Aufhebung und den Entzug der Zulassungen sowie die Schliessung der Betriebe kommen zur Anwendung im Falle von Übertretungen bezüglich des Ablagerns oder des Schüttens von nicht giftigen Abfällen.

Art. 8. § 1. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

§ 2. Die in den Artikeln 1 und 3 erwähnten Verbote sind jedoch erst zwei Monate nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt anwendbar auf die Deponien, deren Betriebsleiter einen Vertrag einhalten müssen, die sie vor der Inkrafttretung des vorliegenden Erlasses mit einer Drittperson abgeschlossen haben und laut dem diese Drittperson ausserhalb der Wallonischen Region erzeugte Abfälle dort schlütteln kann.

§ 3. Wenn innerhalb dieser Frist aufgrund des Artikels 2 oder des Artikels 4 ein Antrag auf Abweichung für die betreffende Deponie eingereicht wird, können die im Antrag auf Abweichung

bezeichneten Personen die im Antrag erwähnten Abfälle solange dort schütten, bis ihnen der Beschluss des Ministers zugestellt worden ist. Dieser Beschluss muss spätestens fünf Monate nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt erfolgen.

Art. 3. Der Minister der Wallonischen Region für das Wasser, die Umwelt und das Landleben ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 17. Mai 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
der mit der Wirtschaftspolitik beauftragt ist,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region
für das Wasser, die Umwelt und das Landleben,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 83 — 972

17 MEI 1983. — Besluit van de Executieve betreffende het storten van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, en op de stoombuiken en stoomketels;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

Besluit :

Artikel 1. Het is verboden afval afkomstig uit het buitenland te storten of te lozen, respectievelijk te laten storten of lozen, op stortplaatsen bedoeld in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, Titel I, hoofdstuk II, lijst A, nr. 140ter, 1^e en lijst B, nr. 7, alsmede in het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval, artikel 4, met uitzondering van de stortplaatsen behorende tot een installatie voor het vernietigen, onschadelijk maken of verwijderen van giftige afval.

Het is exploitanten, van in het eerste lid bedoelde inrichtingen, verboden toe te staan of te dulden dat afval uit het buitenland wordt gestort of geloosd in de door hen geëxploiteerde inrichtingen.

Art. 2. Afwijkingen van artikel 1 kunnen op verzoek van een buitenlands gezagsorgaan, worden toegestaan door het lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid de bescherming van het leefmilieu behoort, hierna te noemen de Minister.

De afwijking kan slechts voor een bepaalde duur worden toegestaan en voor inrichtingen waar het storten van afval van het type waarvoor de afwijking wordt gevraagd, is toegestaan. De afwijking moet gewettigd zijn wegens ernstige en uitzonderlijke omstandigheden.

In de aanvraag tot afwijking moeten de aard, de hoeveelheid en de oorsprong van de afval, de samenstelling ervan, als het om industriële afval gaat, de duur en de frequentie van de werkzaamheden worden vermeld, alsmede de inrichtingen waar de uitvoering van de werkzaamheden wordt voorgesteld.

De autoriteit die de afwijking heeft gevraagd, alsmede de exploitanten, worden in kennis gesteld van de beslissing van de Minister.

Art. 3. Het is verboden afval afkomstig uit een ander Gewest dan het Waalse Gewest te storten of te lozen, respectievelijk te laten storten of lozen, in de inrichtingen bedoeld in artikel 1, eerste lid.

Het is de exploitanten van de vermelde inrichtingen verboden toe te staan of te dulden, dat afval uit een ander Gewest dan het Waalse Gewest, wordt gestort of geloosd in de door hen geëxploiteerde inrichtingen.

Voormelde ledien zijn niet van toepassing indien er uitzonderingen worden bepaald in een protocol dat door de Executieve wordt gesloten met de bevoegde overheid van het Vlaams Gewest, of met de bevoegde overheid van het Brusselse Gewest voor het organiseren van het storten van afval. Die protocollen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Art. 4. Op verzoek van de ambtsdrager of particulier die afval produceert, ophaalt of verwijdert, kan de Minister een afwijking van artikel 3 toestaan.

De afwijking kan slechts worden toegestaan voor inrichtingen waar afval mag worden gestort van het type waarvoor de aanvraag om afwijking is ingediend.

In de aanvraag om afwijking dient de aard, de hoeveelheid, de oorsprong, en bij industriële afval de samenstelling ervan te worden vermeld, alsmede de duur en de frequentie van de werkzaamheden, alsook de inrichtingen die voor de uitvoering ervan worden voorgesteld.

De Minister neemt binnen drie maanden een met redenen omkleide beslissing. Indien de Minister weigert een afwijking toe te staan voor de in de aanvraag vermelde inrichting, kan hij haar toestaan voor een andere inrichting, waar het storten van afval van het type, waarvoor de aanvraag om afwijking is ingediend, is toegestaan.

Van de beslissing van de Minister wordt kennis gegeven aan de persoon die om de afwijking heeft verzocht, aan de exploitant van de in de aanvraag vermelde inrichting, alsmede, in voorbeeld geval, aan de exploitant van de inrichting waaraan de afwijking is verleend.

Art. 5. Wordt geacht afkomstig te zijn uit het buitenland of uit een ander Gewest dan het Waalse Gewest, de afval die niet in het Waalse Gewest geproduceerd is.

Als de afval het resultaat is van een proces waarbij twee of meer landen of gewesten betrokken waren, wordt hij geacht afkomstig te zijn uit het land of het Gewest waar de substantiële, economisch verantwoorde norm van verwerking heeft plaatsgehad, in een daartoe uitgeruste onderneming.

Art. 6. Elke exploitant van een inrichting moet te allen tijde kunnen aantonen waar de afval vandaan is gekomen die tijdens de drie jaar die aan de indiening van de aanvraag om afwijking zijn voorafgegaan, is gestort of geloosd in de door hem geëxploiteerde inrichting.

Het bewijs moet worden geleverd aan de hand van ondertekende en gedateerde stukken, die zijn opgemaakt door degene die afval heeft gestort of geloosd.

In die bewijsstukken moeten zijn vermeld :

1. de identiteit van degene die de afval heeft gestort of geloosd, respectievelijk laten storten of lozen;

2. de plaats waar hij is geproduceerd, als het om industriële afval gaat;

3. de plaats waar hij is opgehaald, als het om huishoudelijke afval gaat;

4. de hoeveelheid afval;
 5. de aard van de afval;
 6. de datum van het transport naar de inrichting.
- De Minister kan een model van bewijs vaststellen.

Art. 7. § 1. Overtredingen van het in dit besluit bepaalde, die verband houden met het storten of lozen van giftige afval, worden geconstateerd, vervolgd en bestraft overeenkomstig de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval.

§ 2. Overtredingen van het in dit besluit bepaalde die verband houden met het storten of lozen van andere dan giftige afval, worden op dezelfde wijze geconstateerd als de overtredingen van Titel I, van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.

Die overtredingen worden vervolgd en bestraft overeenkomstig de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, en op de stoombuigen en stoomketels.

De bepalingen van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming inzake de afschaffing en de intrekking van vergunningen, alsmede inzake de sluiting van inrichtingen, zijn van toepassing bij overtredingen met betrekking tot het storten of lozen van andere dan giftige afval.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 973

22 DECEMBER 1982. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende wijziging van het ministerieel besluit van 15 februari 1974 tot vaststelling van de waarde van de omzettingscoëfficiënten in eenheden verontreinigende belasting voor het afvalwater van de nijverheids- of andere ondernemingen, ter uitvoering van artikel 4, § 2, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging

De Vlaamse Executieve,

Gelet op artikel 107quater van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, V, 2e;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging, meer bepaald op artikel 4, § 2;

Gelet op het decreet van 23 december 1980 houdende aanvulling van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging, met bijzondere bepalingen eigen aan het Vlaamse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 oktober 1972 betreffende de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1974 houdende uitvoering van artikel 4 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 18 januari 1982 houdende bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 28 januari 1982 houdende organisatie van de delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 februari 1974, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 3 maart 1975, 27 mei 1977, 27 december 1977 en 16 december 1981 tot vaststelling van de waarde van de omzettingscoëfficiënten in eenheden verontreinigende belasting voor het afvalwater van de nijverheids- of andere

Art. 8. § 1. Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

§ 2. De verbodsbepalingen in artikel 1 en 3 gaan slechts in twee maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad, voor wat betreft de stortplaatsen waarvan de exploitanten een contract met derden dienen na te leven, dat is aangegaan vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, op grond waarvan de genoemde derde afval mag storten die buiten het Waalse Gewest is geproduceerd.

Indien er een aanvraag om afwijking wordt ingediend, krachtens artikel 2 of artikel 4, binnen de gestelde termijn, met betrekking tot de stortplaats in kwestie, mogen de personen die vermeld zijn in de aanvraag om afwijking, de afval storten die in de aanvraag is bedoeld, totdat zij een kennisgeving hebben ontyangen omtrent de beslissing van de Minister, uiterlijk vijf maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad.

Art. 9. De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 1983.

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

ondernemingen ter uitvoering van artikel 4, § 2 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973 inzonderheid artikel 3, § 1, zoals het gewijzigd werd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het gehele Vlaamse Gewest de waterzuiveringsmaatschappijen operationeel zijn en derhalve dringend moeten beschikken over alle financiële middelen, hun door de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlakewater toegezegd;

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 15 februari 1974, dat in uitvoering van artikel 4, § 2 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging, de waarde der omzettingscoëfficiënten bepaalt in eenheden verontreinigende belasting voor het afvalwater van nijverheids- of andere ondernemingen, wordt de geldigheidsduur van de in artikel 4 vermelde vereenvoudigde methode tot bepaling van de inschrijvingen op het kapitaal alsmede de geldigheidsduur van de in artikel 5 van datzelfde ministerieel besluit van 15 februari 1974 vermelde vereenvoudigde methode tot vaststelling van de bijdragen in de kosten van beheer en werking verlengd tot 31 december 1985.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

Brussel, 22 december 1982.

De Voorzitter,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Leefmilieu, Waterbeleid en Onderwijs,

J. LENSSENS